

NOTE DE SERVICE

N° 98-048-M14 du 20 mars 1998

NOR : BUD R 98 00048 N

Texte publié au BOCP

INSTRUCTION BUDGÉTAIRE ET COMPTABLE M14

ANALYSE

Maquettes budgétaires et nomenclatures comptables : principes généraux et cas particulier des communes de moins de 500 habitants souhaitant procéder à l'amortissement de leurs immobilisations.

Date d'application : 01/01/1998

MOTS-CLÉS

COLLECTIVITÉS ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX ; COMMUNE ; ÉTABLISSEMENT PUBLIC COMMUNAL ; ÉTABLISSEMENT PUBLIC INTERCOMMUNAL ; COMPTABILITÉ ; NOMENCLATURE ; BUDGET ; EXÉCUTION

DOCUMENTS À ANNOTER

Néant

DOCUMENTS À ABROGER

Néant

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

TPGR	TPG	DOM	RF	T								

DIFFUSION

GT 42

DIRECTION DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Sous-direction D - Bureau D3

SOMMAIRE

1. MAQUETTES BUDGÉTAIRES ET NOMENCLATURES COMPTABLES	3
2. CAS PARTICULIER DES COMMUNES DE MOINS DE 500 HABITANTS OPTANT POUR L'AMORTISSEMENT DE LEURS IMMOBILISATIONS	4

Les documents budgétaires applicables, au 1er janvier 1998, aux communes et aux établissements publics communaux et intercommunaux appliquant l'instruction budgétaire et comptable M14 ont fait l'objet, par arrêté du 4 décembre 1997, d'une publication au Journal Officiel le 6 décembre 1997 (édition des Documents administratifs n° 37).

Ces documents budgétaires ont été adressés aux trésoriers et aux services « Collectivités et Etablissements Publics Locaux » (C.E.P.L.) des postes comptables centralisateurs par l'instruction n° 98-025-M14 du 30 janvier 1998.

Ces documents budgétaires, annexés au tome IV de l'instruction codificatrice n° 96-078-M14 du 1er août 1996, comprennent :

- au titre 1, les budgets primitifs de l'exercice 1998 des communes et des établissements communaux et intercommunaux,
- au titre 2, les comptes administratifs de l'exercice 1997 de ces mêmes collectivités.

La présente note de service a pour objet :

- de rappeler aux trésoriers concernés et aux services C.E.P.L. certains principes et de porter à leur connaissance la présence de certaines anomalies détectées dans ces documents budgétaires,
- de préciser les règles particulières en matière de comptabilisation de l'amortissement des immobilisations pour les communes de moins de 500 habitants.

1. MAQUETTES BUDGÉTAIRES ET NOMENCLATURES COMPTABLES

Deux principes de base doivent être respectés :

- *les nomenclatures par nature et par fonction des tomes I et III de l'instruction codificatrice n° 96-078-M14 du 1er août 1996 modifiée servent de référence aux budgets primitifs de l'exercice 1998 (Titre 1 de l'instruction n° 98-025-M14 du 30 janvier 1998) : en cas de désaccord entre les comptes mentionnés dans les documents budgétaires (numérotation et libellé) et ceux déclinés dans les nomenclatures, seuls ces derniers font foi.*

Ainsi, les budgets primitifs des communes de moins de 500 habitants font apparaître, en page 12, l'existence des comptes de rémunération du personnel 6411 « Personnel titulaire » et 6413 « Personnel non titulaire ». Ces comptes ne sont pas ouverts à la nomenclature par nature des communes de moins de 500 habitants telle que publiée en annexe 2 du tome I de l'instruction (page 156) : ils ne peuvent donc être utilisés, au cours de l'exercice 1998, par ces collectivités, tant au stade de la prévision qu'à celui de l'exécution.

Il en va de même, par exemple, des comptes 61521, 61522, 61523, 61524 et 61551 ouverts au budget primitif 1998 de ces communes (page 11) alors que la nomenclature par nature qui leur est applicable ne mentionne l'existence que d'un compte 615 « Entretien et réparations ».

Par ailleurs, il est rappelé que les nomenclatures par fonction des communes et des centres communaux et intercommunaux d'action sociale (C.C.A.S. et C.I.A.S.) de plus de 3 500 habitants n'ont fait l'objet d'aucune modification au 1er janvier 1998.

Aussi, les nomenclatures par fonction applicables à ces collectivités sont-elles celles intégrées, d'une part, pour les communes, en annexe 40 du tome I, et d'autre part, pour les C.C.A.S. et C.I.A.S., en annexe 2 du Tome III.

Or, les budgets primitifs des collectivités de plus de 3 500 habitants votant par nature font apparaître des disparités au regard de la nomenclature fonctionnelle de référence, du fait de la reprise de l'ancienne nomenclature non modifiée (sous fonctions 23, 46, 78 non suffisamment détaillées dans les documents budgétaires, sous-fonction 66 excessivement détaillée dans les documents budgétaires, sous-fonctions 31, 63, 83, 84, 85 et 86 apparaissant dans les documents budgétaires et n'existant pas à la nomenclature de référence, sous-fonctions 48, 50, 70, 80, 81 et 89 n'apparaissant pas au sein des documents budgétaires et existant dans les nomenclatures par fonction de référence).

- *les comptes administratifs de l'exercice 1997 (Titre 2 de l'instruction n° 98-025-M14 du 30 janvier 1998) ont pour référence unique les nomenclatures par nature et par fonction applicables au 1er janvier 1997.*

2. CAS PARTICULIER DES COMMUNES DE MOINS DE 500 HABITANTS OPTANT POUR L'AMORTISSEMENT DE LEURS IMMOBILISATIONS

L'instruction budgétaire et comptable M14 prévoit la possibilité pour les communes de moins de 500 habitants d'utiliser un plan de comptes par nature *abrégé*.

Ce plan de comptes ne permet pas actuellement à ces collectivités de procéder à l'amortissement de leurs immobilisations corporelles : en effet, seul le compte 280 « Amortissements des immobilisations incorporelles » apparaît à la nomenclature par nature *abrégée*.

Aussi, pour procéder à l'amortissement des immobilisations corporelles, une collectivité de moins de 500 habitants doit-elle :

- d'une part, utiliser la maquette budgétaire des communes de 500 habitants à 3 500 habitants telle que présentée en page 49 et suivantes du tome IV de l'instruction codificatrice n° 98-025-M14 du 30 janvier 1998,
- d'autre part, utiliser la nomenclature par nature *développée* applicable aux communes de 500 habitants et plus, telle que présentée en annexe 1 du Tome I de l'instruction codificatrice n° 96-078-M14 du 1er août 1996 modifiée.

L'ensemble de ces éléments a reçu l'aval de la Direction Générale des Collectivités Locales qui en informera les représentants des préfectures et des sous-préfectures chargés du contrôle budgétaire des actes des collectivités locales à l'occasion d'une journée d'étude.

Ces principes doivent être rappelés ou portés à la connaissance des services administratifs des collectivités appliquant l'instruction budgétaire et comptable M14 ainsi que des prestataires de services informatiques du département, et ce afin d'anticiper d'éventuels dysfonctionnements et retards de mise en paiement au stade de l'exécution budgétaire.

Toute difficulté rencontrée dans l'application de ces dispositions devra être portée à la connaissance de la direction sous le timbre du bureau D3.

LE DIRECTEUR DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Pour le Directeur de la Comptabilité Publique

LE SOUS-DIRECTEUR CHARGÉ DE LA SOUS-DIRECTION D

PIERRE-LOUIS MARIEL

Directeur de la publication :
Michel GONNET

Impression : Imprimerie Nationale
27, rue de la Convention - 75732 PARIS CEDEX

ISSN : 0984 9114